

QUAI DES BRUMES

Novembre 2012

SNAD-CGT section Le Havre

SOMMAIRE

- P.2 ⇒ EDITO
- P.3 ⇒ CHS LE HAVRE
- P.4 ⇒ AUDIENCE SURVEILLANCE
- P.5 ⇒ DOUANE NATIONALE
BREVES DE COMPTOIRS
- P.6 ⇒ BREVES DE CRISE
- P.7 ⇒ QUEL AVENIR POUR L'EURO
- P.8 ⇒ PROBLEME DE COMPETITIVITE?
- P.9 ⇒ CONTACTS ET AGENDA
- P.10 ⇒ POINT CULTURE
- P.11 ⇒ UN PEU D'HUMOUR
- P.12 ⇒ BULLETIN D'ADHESION

EDITO :

COMPETITIVITE ?

Quel est le point commun entre les médecins qui réclament plus de dépassements d'honoraires (qu'ils pratiquent déjà abondamment !), les "pigeons" (ces pauvres patrons dont celui de Meetic qui ne veut pas payer d'impôt sur la revente de son entreprise), le Medef, le Gouvernement et les 98 grands patrons qui jouent les pleureuses et lancent un appel à payer moins pour gagner plus ?

Ils nous saignent ! Ils rognent nos acquis petit à petit ! Ils nous font payer alors que nous ne devons rien !

Il paraît que la solution c'est le choc (oups, pardon, il ne faut pas l'appeler comme ça, il paraît que ça pourrait paraître violent) de compétitivité !

Faire 20 milliards de cadeaux aux entreprises (les plus grosses évidemment puisque l'aide est versée en fonction de la taille...alors que ce sont les PME qui ont besoin d'être aidées), augmenter la TVA (l'impôt le plus injuste), la CSG (qui fait baisser les droits sociaux et aggrave les déficits)...bref, c'est nous qui allons payer !

Beaucoup de propos médiatico-politiques sur le "coût" du travail, rien sur le coût du capital !!!

C'est assez "comique" quand on sait que :

- en 2011, les sociétés du CAC 40 ont versé 37 milliards de dividendes à leurs actionnaires (pas de cotisations sociales sur les dividendes)
- en 2010, les sociétés du CAC 40 ont dégagé des bénéfices d'un montant de près de 83 milliards d'euros
- les exonérations de cotisations sociales aux entreprises représentent 30Mards/an (et ne cessent d'augmenter depuis 10 ans) sans améliorer le marché du travail
- ces allègements de cotisations ont augmenté de 55% entre 2001 et 2010
- l'impôt sur les sociétés payé par les sociétés du CAC 40 représente 8% de leurs bénéfices, loin du taux normal de 33% (les PME payent à un taux de 22%)
- 17 groupes du CAC 40 ne payent pas d'impôts sur les bénéfices
- parmi ces 98 grands patrons pleureurs figure le PDG de Sanofi qui voulait licencier 2500 personnes alors que son entreprise fait des bénéfices

Et le coût du capital dans tout ça ? RIEN. Pas un mot. Pourtant, sur 100 € de richesse produite dans l'entreprise en 2001, 5 étaient consacrés aux dividendes..en 2011 ce sont 25 (http://www.dailymotion.com/video/xt3388_et-si-on-parlait-cout-du-capital_news) ! La part des dividendes a été multipliée par 5 en 10 ans alors que dans le même temps les exonérations en tout genre n'ont cessé d'augmenter... Nos salaires, nos cotisations, nos impôts payent donc l'augmentation des dividendes !

Alors, qui sont les voleurs ? Qui profite du système que NOUS, salariés du public comme du privé (créateurs de richesse, car, rappelons-le, pas de richesses sans travail, et le travail, c'est nous) payons ?

Pourquoi continuer sur un système qui ne fonctionne pas puisque le chômage ne cesse d'augmenter, nos droits ne cessent de baisser et la solidarité ne cesse de se déliter. Pour engraisser encore et toujours la privatisation de tous les systèmes ? l'individualisation de tous nos droits (autant dire leur mort) ?

Quand le Medef se félicite des mesures prises (casse du code du travail, baisse des cotisations, privatisation du système de santé, augmentation des impôts au lieu des cotisations, attaques sur le temps de travail, etc), ce n'est jamais bon pour les salariés, qu'ils travaillent dans le public ou dans le privé. On doit s'en inquiéter ! Il est grand temps de dire stop et de relever la tête.

Partout en Europe, les peuples (à qui les marchés financiers et les gouvernements pseudo-démocratiques font payer "la crise") se soulèvent, partout ils ont vécu ce que nous vivons aujourd'hui, partout ils nous crient que nous devons nous battre maintenant car après il sera trop tard.

Ceci n'est pas une crise, c'est une escroquerie !

Informons-nous ! Luttons ! Syndiquons-nous ! Pour être plus forts !

Le bureau tenait à remercier ALAIN pour sa précieuse contribution

MD

DOUANE LE HAVRE CHS

Le 16 octobre, les membres du CHSCT se sont rendus dans certains services du Havre. Au STA, nous avons découvert qu'une entreprise intervenait (comme d'habitude nous n'avions pas reçus les plans) sur le toit. Les ouvriers couraient sur les chevrons pour enlever des tuiles sans aucune protection. Après une demande d'explications auprès de la DR, on nous a répondu que ce n'était pas le problème du Havre puisque le STA dépend de la DI ... Jolie mentalité !

Alors, contrairement à la hiérarchie, nous avons fait notre devoir, nous avons contacté l'inspection du Travail qui a aussitôt fait arrêter le chantier et imposé au patron de se mettre en conformité avec les règles de sécurité.

Nous rappelons à la hiérarchie que le CHSCT n'est pas seulement une variable d'ajustement et une tirelire géante pour pallier aux manquements de l'administration !!! Notre rôle est prioritairement de permettre aux personnels (qu'ils soient fonctionnaires ou non) de travailler sans mettre leur vie en danger.

Puisque nous étions au STA, nous sommes allés rendre visite à nos collègues TSI qui venaient de prendre possession de leurs nouveaux locaux. Nous avons appris leur déménagement après leur installation ... Encore une fois, nous n'avions pas reçus les plans !

Encombrement maximal, pas de locaux de stockage, pas de ménage, déménagement fait par les collègues eux-mêmes !!! Un pur moment de bonheur !

Nous y sommes retournés jeudi 8 novembre, quelques avancées dont l'achat de sacs poubelles de 100 litres (par ailleurs remplis) mais toujours pas de ménage à l'horizon !!!!!

Le mail de la DR pour demander à ONET de prévoir le nettoyage de ce nouveau bureau est daté du 5 novembre 2012 ! Belle réactivité !

Lors de notre passage à la DR ce 16 octobre, nous avons demandé au divisionnaire de nous montrer les plans d'aménagement du 2e étage du BUC que nous n'avions pas reçus. On nous les a donc montrés. Suite à notre étonnement sur le fait que ni les OS siégeant au CHSCT (CGT - Solidaires - FO) ni les médecins de prévention n'aient été conviés lors de l'étude de ces plans, la réaction de l'adjointe du divisionnaire fut sans appel : "mais une organisation syndicale était là !" Ah bon ? Laquelle ? Pas une de celle qui siège au CHSCT et qui n'a donc aucune légitimité à donner son avis.

Grave décision de la part de cette organisation syndicale ... La liste des dysfonctionnements est en effet trop longue : éclairage non adapté à des open space, bureaux exigus, pas de guichet malgré l'insistance des agents, flou artistique concernant les places de parking et la perte des tickets restaurant, inquiétude des agents pour leur local social ...

La crainte de la CGT est d'autant plus importante depuis que l'on connaît les propos du service de l'équipement de la DI qui s'inquiète du manque de place dans les futurs locaux du SME.

P.S : rectification concernant les plans du BUC, ils ont été envoyés sur les messageries des membres du CHSCT le 8 octobre 2012 pour un début de travaux le 15 ! Ce n'est donc pas des APS (avant projets sommaires) puisque ceux-ci doivent être modifiables par les OS et les médecins de prévention ... Comment l'envisager dans ces conditions ?

nous avons également appris que les contrôles sur les déchets avaient repris sans que le protocole soit validé au CHSCT. Pourtant, c'était une promesse de l'administration. Nous espérons que ces contrôles cessent le plus rapidement possible.

Alors que la souffrance au travail des fonctionnaires atteint un niveau inquiétant, nous constatons que l'administration des Douanes n'a toujours pas compris quelles sont ses responsabilités en matière d'hygiène et de sécurité.

Nous lui demandons instamment de respecter les prérogatives du CHSCT et à travers elles ses personnels.

CB

AUDIENCE SURVEILLANCE

La CGT a sollicité une audience le 19/11/2012 avec Monsieur le Directeur Régional du Havre afin de faire le point sur la BSEN et la BSEP. Etait présent également Monsieur le chef divisionnaire. Le déroulement de l'entrevue a été cordial.

BSEN :

Le dossier des espaces confinés a été mal ficelé dès le départ. En effet, la CGT avait prévenu qu'un cadre de travail devait être établi au préalable, incluant les régimes horaire et indemnitaire.

Malgré l'enthousiasme des agents pour cette mission, ils veulent, (et à juste titre) avant de s'engager dans la formation, disposer de tous les éléments. D'ailleurs leur différents courriers adressés à la DG sont restés sans réponse...on fait mieux au niveau du dialogue social. Le DR nous affirme qu'il comprend les inquiétudes des agents mais que beaucoup de questions posées dépendent de la DG.

Nous avons appris, juste après l'audience, que le matin même, la Direction régionale du Havre avait demandé aux 5 agents ayant les pré-requis, d'écrire une lettre justifiant leur refus et que le premier stage de formation avait été reporté au mois de janvier (quid de l'utilisation de ces lettres par l'administration?). Nous aurions aimé plus de franchise de la part du directeur qui n'a pas fait mention de ces récents événements, alors même que nous nous inquiétons de l'arrivée proche du stage (25/11) sans résolution du problème. L'administration, dans cette histoire, sortirait grandie en rétablissant un dialogue afin qu'un compromis acceptable puisse être trouvé ...la CGT, tant localement qu'en national, reste vigilante et ne cesse de faire pression pour que le dossier aboutisse.

BSEP :

Dans un premier temps nous avons rappelé au DR les difficultés rencontrées par les agents de la BSEP suite à l'arrivée du nouveau chef de poste en 2010, ayant pour résultat la signature d'un texte signifiant leurs inquiétudes face à la multiplication des missions et le mépris de la hiérarchie directe. Il s'en est suivi un départ massif de collègues dans d'autres services.

La CGT souligne qu'aujourd'hui des errements persistent quant à la sécurité des contrôles et que le chef de poste en est le responsable. Le directeur a pris note et fait savoir qu'il réglerait la situation pour que cela ne se renouvelle plus. Nous lui faisons remarquer que la CGT sera vigilante à l'avenir pour éviter que les agents faisant remonter des dysfonctionnements ne soient pas inquiétés comme par le passé (l'affectation répétitive de mission à faible enjeu LCF, notations médiocres). Le DR prend acte.

Concernant les missions de la BSEP, les agents et la CGT se montrent perplexes. Le recentrage, inauguré sous l'ère de M.Dupont Dutilloy, de la BSEP sur le port s'avère problématique.

Vu la conjoncture actuelle et son cortège de suppressions d'emplois, nous lui faisons remarquer qu'une stratégie du tout portuaire mettra les bureaux ou unités en position de concurrence justifiant ainsi de futures suppressions de service. L'espace portuaire étant restreint chaque service se sent menacé dès qu'un autre marche sur ses plates bandes. Pourtant un bilan lui est fait (il le connaît) des belles affaires effectuées sur la route par cette brigade qui a toute sa place pour cette mission surtout depuis les malheureuses suppressions des motards de la DI et des fusions des brigades de Caen et de Rouen. Ajoutons à cela qu'aucun renfort n'est prévu pour la nouvelle mission taxe poids lourds...la situation devient préoccupante.

Nous lui réaffirmons notre détermination à militer pour une réorientation de la BSEP sur la route, en gardant les indispensables que sont le PPF, ferry et TPL. Une telle décision contrairement au cas de la BSEN peut-être prise par le DR et le DI. Nous saurons leur rappeler.

Nous lui signalons également que l'aubette n'est plus adaptée au contrôle ferry et qu'une solution rapide doit être trouvée. Un auvent est à l'étude mais la CGT objecte qu'il est indispensable de se diriger vers une solution plus pérenne qui offrirait des bonnes conditions de travail. (abris fermés : type algeco).

SD et FG

DOUANE NATIONALE

L'allégorie de la grenouille:

Laissez une grenouille dans de l'eau froide sous un feu, l'amphibien s'accoutumera à la montée progressive de la température de l'eau puis mourra. Par contre si vous la placez directement dans de l'eau bouillante la grenouille s'échappera sans crier gare.

Cette allégorie, transposons la à l'être humain, et elle s'avère criante de vérité. Nous fonctionnaires et en particulier agents des douanes (même chose pour les salariés du privé), depuis quelques années nous subissons des reculs sociaux sans précédent et ce par petites touches. Nous semblons anesthésiés, groggy, incapable de réagir.

L'inventaire est fastidieux mais prenons les plus marquants :

- Recul du départ de l'âge à la retraite (taux plein 42,5 annuités).
- Restructurations de nombres de services.
- Gel du point d'indice.
- Montée en puissance de la PFR (prime de fonctions et résultats).
- Journée de carence....

Et la dernière en date, la suppression des listes, de 97 agents, des tableaux d'avancements ACP2, ACP1, C1, CP.

Suite à cette article qui sera, sans aucun doute, lue par des milliers de lecteurs passionnés, le peuple se réveillera (découvrant la supercherie) et fera trembler ce système qui asservi tant les masses.

FG

BREVES DE COMPTOIRS

Lu dans le compte-rendu du Comité technique Réseau tenu à la Direction Générale :

« POUR l'USD-FO, la poursuite des restructurations, en germe sur la période 2012-17 dans le cadrage politique actuel faisant de la DGDDI une administration non prioritaire, ne peut se concevoir sans un plan d'accompagnement social spécifique en DOUANE portant notamment sur la garantie de rémunération des douaniers restructurés en cas de mobilité vers la DGFIP ou la fonction publique territoriale. »

Voilà la différence entre un syndicat d'accompagnement qui vous aide à faire vos valises et un syndicat en lutte (le nôtre) qui, grâce à son militantisme a fait annuler le décret sur le licenciement des fonctionnaires.

Lu dans le best-seller haurais le CROCAUDEAL (qui perd ses dents au fur et à mesure que la Direction perd ses agents) : arrêté NOKIA

Au sujet des indicateurs non atteints : C'est pas nous, c'est la faute à Nokia ! Ce n'est surtout pas la faute au manque d'effectif , de moyens ni à la stratégie du « tous sur le port » A noter sur ce sujet et venant de la même source, la belle affaire de la BSEP sur ... L'A28 !!!

LH

BREVES DE CRISE

NUCLEAIRE :

L'évènement marquant de l'année 2011 a été la catastrophe nucléaire de Fukushima suite au gigantesque tsunami. La situation actuelle semble se stabiliser mais une épée de Damoclès menace toujours le Japon. En effet cette centrale nucléaire est dans un état de délabrement avancé, en particulier la piscine n° 4 abritant 264 tonnes de barres très radioactives qui peut céder lors d'un nouveau séisme ou typhon. Les experts évalueraient ce nouvel accident à un dégagement 10 fois plus important de particules radioactives que Tchernobyl, même les chercheurs de l'IRSN, traditionnellement prudent sur la question, s'inquiètent de la situation. Une solution s'impose: sortir du nucléaire partout dans le monde, anticipant pour une fois une nouvelle catastrophe, sur une période de 20 à 30 ans. Cette étape permettrait aux états de diriger leur économie vers une transition écologique englobant l'économie d'énergie, la réduction du gaspillage et le développement des énergies renouvelables. Certes même à la CGT nous ne sommes pas tous d'accord, mais un débat public doit s'engager au plus vite, sanctionné par un référendum nous départageant ainsi démocratiquement.

Localement le SNAD-CGT du Havre s'était opposé au contrôle de radioactivité effectué par des douaniers (BSEC) sur des conteneurs non alimentaires venant du Japon, arguant le fait que nous n'étions pas des spécialistes du nucléaire. Ce combat n'a pas été gagné mais nous avons réussi à mettre en oeuvre un protocole de sécurité afin de protéger les agents, ce qui n'avait pas été prévu par l'administration.

Depuis quelques semaines ces contrôles ont cessé jusqu'à quand?

FG

AMNESIE ALLEMANDE :

La crise de la dette dans la zone euro ne cesse de s'amplifier et l'Allemagne reste le principal obstacle à toute évolution positive, campant fermement sur ses positions (pour plus de détails voir l'article en page 6).

Pourtant un retour en arrière nous éclairerait sur les décisions à prendre pour sortir de cette crise. En 1953, est signé l'accord de Londres entre la RFA (République Fédérale d'Allemagne) et ses principaux créanciers (Etats-Unis, France, Angleterre), ce traité réduit drastiquement la dette de l'Allemagne de l'ouest tout en consolidant l'état providence.

Enumérons les éléments les plus significatifs:

- Réduction de 62,6% de sa dette.
- Suspension du paiement de sa dette s'il venait à surgir un événement exceptionnel, suivi d'une renégociation.
- Baisse des exportations vers la RFA acceptée par les pays créanciers afin qu'elle relance sa production (équivalent à du protectionnisme).
- La RFA ne peut consacrer plus de 5% de ses revenus d'exportation à sa dette.
- Ses taux d'intérêt oscilleront entre 0 et 5%.....

Toutes ces mesures qui, hier ont bénéficié à la RFA pour relancer son économie, sont aujourd'hui refusées catégoriquement par cette dernière, à la Grèce et aux autres pays en difficulté. L'ironie de l'histoire veut que l'Allemagne n'ai jamais remboursé les dégâts que les nazis ont causé à la Grèce pendant la seconde guerre mondiale (l'équivalent de plus de 100 milliards d'euros actuel).

Sachons faire en sorte que cette oligarchie amnésique retrouve la mémoire.

Plus d'informations sur le site du CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde)
http://cadtm.org/spip.php?page=imprimer&id_article=8377

FG

QUEL AVENIR POUR L'EURO?

Prévu dans le traité de Maastricht, l'euro fit son apparition il y a 10 ans. Que de louanges pour cette monnaie unique, censée doper la croissance et nous protéger de la spéculation et des crises financières.

Tirons un bilan rapide, en mettant en perspective ceux qui en ont tiré un bénéfice et ceux qui en ont pâti :

- Sans l'ombre d'un doute les travailleurs ont été les principaux perdants de cette aventure, un euro trop fort face au dollar a surenchérie les produits européens à l'exportation rendant la concurrence entre travailleurs du monde entier impitoyable. De plus la monnaie unique empêche toute dévaluation, pourtant indispensable de certains pays européens graduée en fonction de leur structure économique. Le résultat est sans appel, la croissance est atone et le chômage en constante augmentation depuis sa création.

- Tel n'est pas le cas pour les banques et les épargnants qui eux ont bénéficié de l'euro. Les banques parce qu'elles sont en position de force face aux états (la BCE prête aux banques qui elles mêmes prêtent aux états et la libre circulation des capitaux développe le dumping fiscal donc les paradis fiscaux). Les épargnants, surtout allemands, eux aussi jouissent de cette monnaie unique car avec une population vieillissante l'Allemagne a misé sur la retraite par capitalisation nécessitant ainsi une inflation faible afin de ne pas déprécier leurs économies (rôle parfaitement joué par la BCE).

La condition sine qua non pour que l'euro fonctionne correctement dans un espace aussi disparate était d'y inclure un système budgétaire unifié. A l'époque du franc, l'état français redistribuait l'argent des régions riches vers les régions moins fortunées afin d'unifier le territoire. Tel n'est pas le cas à l'heure actuelle, l'Allemagne s'y opposant fermement. En schématisant, l'Allemagne devrait subventionner l'économie française (population plus dynamique) tandis que les travailleurs français paieraient une partie des retraites allemandes (population qui ne se renouvelle plus).

Ajoutons à cela le dumping fiscal et social exercé par l'Allemagne depuis les années 2000 au sein de l'Europe qui leur a permis d'inonder le marché européen sacrifiant ainsi le sort de ses salariés (lois Hartz : baisse des salaires, des remboursements de la sécurité sociale, des indemnités chômage, augmentation des travailleurs pauvres...). Ce système a marché tant que les autres pays européens importaient les produits allemands par le truchement de taux d'intérêt bas. Maintenant que la Troïka exige d'imiter le modèle Allemand, qui va acheter nos produits si partout règne l'austérité?

Quelles sont les possibilités envisagées:

- **Continuer dans l'euro avec la politique actuelle** qui engendrera inéluctablement de fortes baisses de salaire et une protection sociale réduite au minimum.

- **Rester dans l'euro mais en permettant à la BCE de prêter massivement aux états (à faible taux).** Cela provoquerait une baisse du taux de change face au dollar et rendrait les pays de la zone euro plus compétitifs. **Un transfert budgétaire** se mettrait en place évitant toute concurrence sauvage entre pays européens.

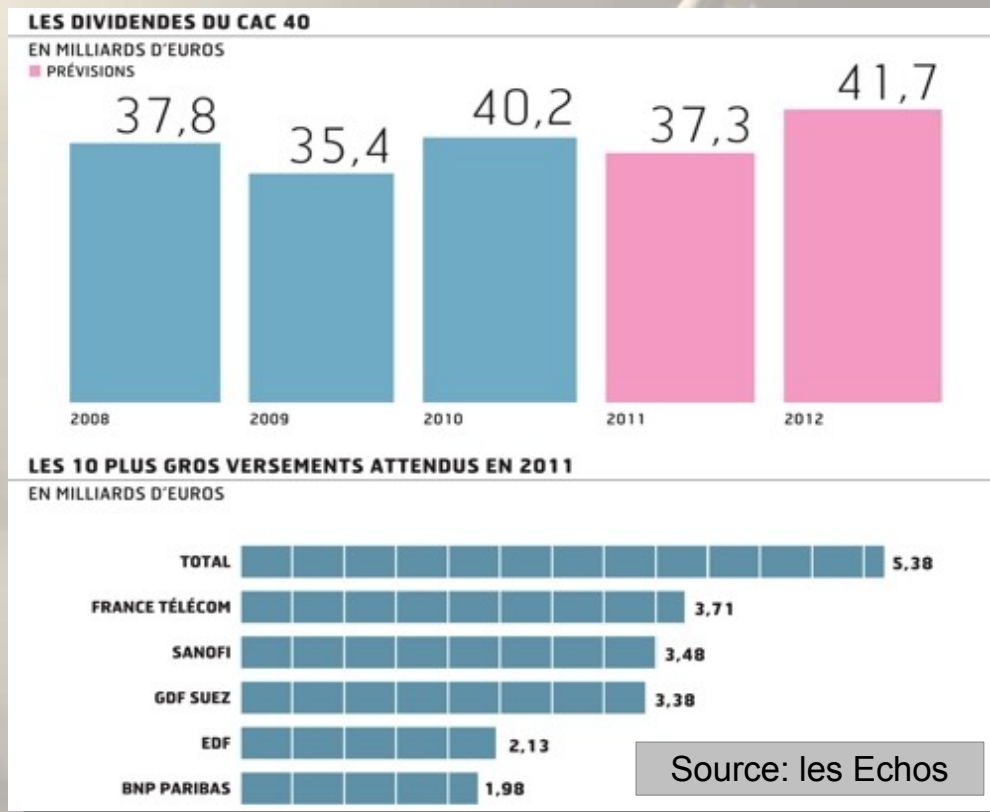
- **Sortir de l'euro par la concertation**, mais création d'un mécanisme de monnaie commune (ceci aurait l'avantage de permettre une dévaluation des pays en difficulté). Le choc serait rude mais rapidement la croissance reviendrait. Par contre cette hypothèse doit être accompagnée impérativement de l'abrogation de l'article 63 du traité de Lisbonne afin de contrôler la circulation des capitaux (pour empêcher la spéculation).

- Le dernier recours symboliserait la crise arrivée à son paroxysme, avec **une sortie précipitée de l'euro** d'un seul pays. Il lui faudrait dévaluer et mettre en œuvre la réquisition de la banque de France en remplacement de la BCE, avec un résultat incertain, mais qui aura comme conséquence l'écclatement de la zone euro où l'Allemagne serait le principal perdant

Privilégiant la seconde voir la troisième option (dans l'intérêt des peuples) la France a une occasion inespérée de créer un rapport de force avec l'Allemagne. Qu'attend elle?

FG

PROBLEME DE COMPETITIVITE?



Politiques, économistes, financiers et éditorialistes, sont ceux qui imposèrent jadis la libre circulation des capitaux et des marchandises, l'indépendance de la BCE et qui maintenant s'offusquent du manque de compétitivité de l'économie française (qui s'avère faux lorsqu'on tient compte du haut niveau de productivité des salariés français). Pour résumer, ils ont volontairement, à travers leur politique et traités, ligoté les pays européens afin de justifier une politique anti-sociale qui ne règlera pas les problèmes (voire les cas emblématiques de la Grèce et de l'Espagne).

Alors qu'il suffirait d'imposer à la BCE, comme font tous les pays du monde, de dévaluer l'euro par rapport au dollar pour relancer les exportations. Même si écologiquement ce n'est pas la panacée, nous pouvons parfaitement privilégier un protectionnisme social et écologique, relocalisant ainsi la production.

Un Etat au service de l'intérêt général exigerait des multinationales du CAC 40 qu'elles cessent de distribuer des dividendes qui en 2011 ont avoisiné les 40 milliards d'euros. D'ailleurs l'écart entre la France et l'Allemagne dans le domaine de la recherche et l'innovation pourrait être comblé sans l'avarice des actionnaires et ainsi orienter une partie de son industrie vers des produits de pointe, moins soumis aux aléas de la concurrence.

Si manque de compétitivité il y a (l'exportation ne représente que 20% du PIB de la France), ce n'est pas à la collectivité de payer (sous les formes d'augmentation de la TVA et CSG, baisse des cotisations sociales), cherchons plutôt des solutions du côté des dividendes.

Malheureusement le verdict est tombé, le gouvernement a décidé d'accorder un crédit d'impôt aux entreprises (20 milliards d'euros), sans contrepartie, compensé par une augmentation de la TVA et 10 milliards d'économie supplémentaires dans les dépenses publiques. Cette politique va s'ajouter aux 30 milliards d'euros d'exonérations de cotisations patronales déjà existantes.

Si vous voulez suivre le modèle allemand, soyez prêts à accepter les emplois précaires, l'augmentation de la pauvreté et la remise en cause de la sécurité sociale.

Il aura donc fallu 6 petits mois pour que le président renie les promesses du candidat.

Le problème n'est pas le cout du travail mais le cout du capital

Pour davantage de détail sur le sujet de la compétitivité cliquez ci-dessous

<http://www.humanite.fr/sites/default/files/pdf/En-finir-avec-la-competitivite.pdf>

FG

CONTACTS ET AGENDA

LES ELUS SNAD-CGT DU HAVRE :

SECRE. REG. : Dona Manuella, cel.dép.d'of., 0235195128

MASSE : Lebras Anne, laboratoire, 0235192896
Damar Sandrine, ICS, 02195126
Laurent Philippe, BSEC, 0235535308

CHS : Bertin Christelle, PVD, 0235195132
Quintard Stéphanie, BSEC, 0235535308

CDAS : Benillan Geraldine, HAB, 0235262407

CAPI B : Hebert Ludovic, EAT, 0235251787

CAPC B : Hebert Ludovic, EAT, 0235251787

CAPI C : Quintard Stéphanie, BSEC, 0235535308
Gregoire Francis, BSEC, 0235535308

CTPS DI : Benillan Geraldine, HAB, 0235262407
Hebert Ludovic, EAT, 0235251787

AGENDA :

Réunion **CAPC titularisation catégorie A et recours en notation** : 22/11/2012

Réunion **CAPC titularisation catégorie C et recours en notation** : 06/12/2012

Réunion **CTR** à Paris : 10/12/2012

Mouvement intersyndical douane à Ivry : 06/12/2012

AVIS AUX LECTEURS :

Nous vous invitons à nous faire part de vos suggestions et remarques. Un courrier des lecteurs est à votre disposition, reflétant vos réflexions. snad-cgt-le-havre@douane.finances.gouv.fr

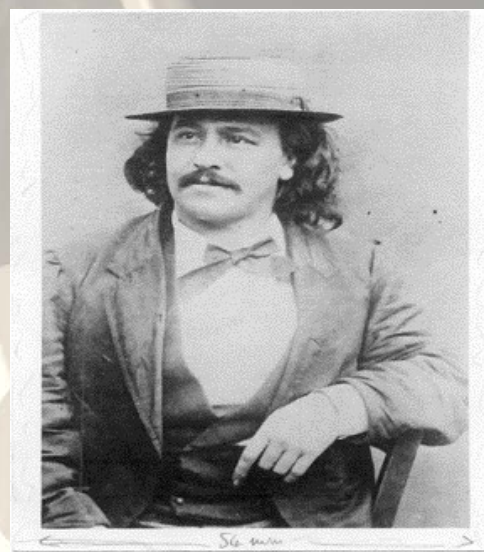
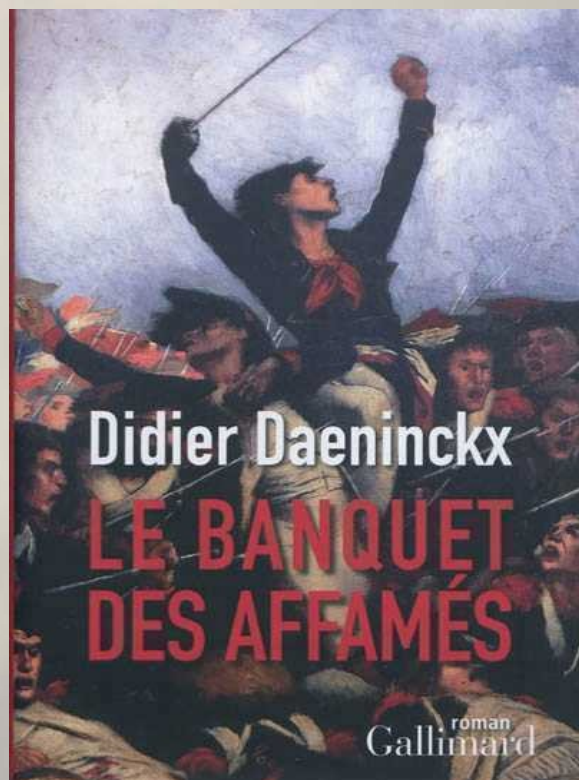
LIENS INTERNET :

SNAD-CGT : <http://www.snad.cgt.fr/>

UL CGT LE HAVRE : <http://ulcgtlehavre.hautetfort.com/>

Pétition pour un transport gratuit au Havre: <http://www.transportsgratuitslehavre.rezisti.org/index.php>

POINT CULTURE



Maxime Lisbonne

L'auteur, né en 1949 à Saint-Denis, débute comme imprimeur puis animateur culturel avant de devenir journaliste de publications municipales et départementales.

Écrivain engagé, il est l'auteur de plus d'une quarantaine de romans et recueils de nouvelles.

Dans ce roman, on a plaisir à suivre Maxime Lisbonne (1839-1905), personnage haut en couleurs tout au long de sa vie.

Une vie ancrée dans la réalité politique et sociale des époques successives qu'il a traversé sans y laisser ses convictions.

Animé par ses idées libertaires, il prend part à la Commune de Paris en 1871 dont on connaît le dénouement. Il échappe à la condamnation à mort par un départ au bagne en Nouvelle-Calédonie.

De retour en France, il déploie son énergie dans la lutte contre les injustices sociales et son inventivité pour faire vivre les idées de la Commune. Son parcours atypique (militaire, forçat, homme de théâtre) a fait de lui, selon les hommes et les époques, un héros de la Nation, un ennemi de la bourgeoisie, un saltimbanque.

SD

UN PEU D'HUMOUR



- COMMENT ÇA, VOUS NE RAMEZ PLUS ? VOUS M'ÉTONNEZ, FERNANDEZ, SOMMES-NOUS, OUI OU NON, DANS LE MÊME BATEAU ?

QUINO

BULLETIN D'ADHESION 2012

NOM :

PRENOM :

Branche OP/CO-AG-SURV (Barrer les mentions inutiles)

Année d'entrée dans l'administration :

Indice :

Résidence administrative :

Adresse personnelle :

Grade :

Indice :

Fait à :

Le

Bulletin à adresser à un responsable de la CGT